



Le 08 avril 2014, une opération policière de plus devant l'Université d'Économie (ASOEE) a aboutie à l'arrestation de 12 immigrés et d'un étudiant grec. L'Université d'ASOEE, où l'Assemblée d'Immigrés et Solidaires se tient depuis 2011, se situe dans le centre-ville d'Athènes, une zone qui a été la cible de discours et pratiques racistes les dernières années. Un regard sur le passé récent est néanmoins nécessaire afin d'être en mesure de saisir l'impact de la violence raciste contre les communautés immigrées du centre-ville ainsi que la dynamique des luttes contre celle-ci.

Panique dans les rues d'Athènes

Dès le début 2008, plusieurs quartiers du centre-ville ont été les témoins de l'émergence et de la création des aujourd'hui tristement célèbres "comités d'habitants". Constitués par des membres du parti néo-nazi Aube Dorée ainsi que d'autres grecs racistes, ces comités ont commencé à mettre en pratique leur agenda raciste dont le but principal était de créer des quartiers grecs "purs", un but accompli à travers les coups de couteau, les tabassages et une prolifération continue de discours haineux - à savoir que les immigrés sont sales, qu'ils sont des criminels, des sauvages et les responsables de la faillite du petit commerce grec (en particulier les immigrés vendeurs de rue) ou du taux de chômage en augmentation. Mais ils n'étaient pas seuls dans leur campagne anti-immigrés. Des organisations de petits commerçants n'ont jamais raté une occasion d'exprimer leur haine raciste contre les immigrés vendeurs de rue tandis que les officiels élus de l'état grec participaient à la compétition de celui qui fera la déclaration anti-immigrés la plus dure. Par exemple, le premier ministre actuel, Antonis Samaras, a lancé durant les dernières élections le slogan "Reprenons en main nos villes". Les flics ne sont pas restés non plus inactifs. Les vérifications des papiers des immigrés ont plus qu'augmentés avec des contrôles

d'identité et un harcèlement quasiment constants et des milliers d'arrestations. Au même moment, la législation relative à l'incarcération des immigrés est devenue plus dure et les premiers centres de détention ont été construits. Les médias et une large partie de la population grecque ont suivis et repris le discours haineux sur le "problème du centre-ville", suggérant eux aussi que le problème n'était rien d'autre que l'existence même d'immigrés dans les rues d'Athènes. Ce fut donc peu surprenant qu'au printemps 2011 et après le meurtre d'un grec, que des membres d'Aube Dorée accompagnés d'une foule de grecs aient lancé un pogrom dans le centre-ville résultant dans le tabassage et des attaques à coups de couteaux contre de nombreux immigrés, la destruction de plusieurs magasins tenus par ces derniers et le meurtre d'Alim Abdul Manan du Bangladesh. La route leur était malheureusement déjà toute tracée...

Construire une communauté de lutte...

Entre-temps, depuis 2008 et par après, le quartier autour d'ASOEE est devenu petit à petit un des endroits où la plupart des immigrés vendeurs de rue ont choisis de travailler, rassemblant jusqu'à 200 personnes et alors qu'au même moment l'université est graduellement devenue la cible d'opérations policières. On peut retracer les premiers liens qui se sont créés entre immigrés vendeurs de rue et étudiants solidaires avec ces opérations, ces derniers commençant à distribuer des flyers où il était dit qu'entrer dans l'école lors de descentes de la police était sûr, les universités étant alors légalement interdites aux flics. Ces liens se sont renforcés lorsque les étudiants aux côtés des vendeurs de rue ont aussi commencé à attaquer et, la plupart du temps, à repousser les forces de police.

En 2011, la situation autour d'ASOEE a radicalement changée dans le contexte mentionné ci-dessus de campagne anti-immigré visant le centre-ville. Les vendeurs de rue était alors moins nombreux, environ 40 à 50 personnes, tandis que les opérations des flics plus dures et plus fréquentes. La répression policière a culminé lors de la période entre novembre 2011 et mars 2012 avec la police anti-émeute participant dorénavant et quotidiennement aux attaques. Ces affrontements ont mené à une série de rencontres entre étudiants, vendeurs de rue et camarades des squats voisins Villa Amalias et Skaramaga et ont débouché sur la création de l'Assemblée d'Immigrés et Solidaires d'ASOEE¹.

Depuis lors, l'Assemblée d'Immigrés et Solidaires se rencontre régulièrement à ASOEE, prenant peu à peu forme. Situé dans un environnement assez hostile et devant faire avec les attaques quotidiennes de la police, l'Assemblée a aussi dû faire face à une série d'obstacles dans son fonctionnement interne, découlant surtout d'un manque d'expérience factuelle dans l'engagement dans des luttes actuelles d'immigrés. Le mouvement ainsi que la gauche grecque étaient réticents à s'engager dans de telles luttes ou, lorsqu'ils y participaient, ils le faisaient d'une manière assez condescendante. Beaucoup d'efforts allèrent donc dans la construction de rapports entre les membres de l'assemblée elle-même, en prenant toujours en compte le besoin qui avait au départ réunis les immigrés et leurs alliés, à savoir leur aversion pour la présence continue de la police hors de l'université et en ne négligeant jamais les positions sociales diverses de ses membres et les privilèges et exclusions qui en découlent obligatoirement. Nous avons de cette manière-ci réussi à créer petit à petit une communauté de lutte qui est indépendante de tout parti politique ou ONG, qui se réunit hebdomadairement depuis trois ans dans l'université et qui, au-delà des confrontations continues avec les flics, organise divers événements antiracistes tels des concerts, des cuisines collectives et des projections de films dans l'école ou les quartiers immigrés voisins. L'assemblée elle-même, formée de grecs, africains (principalement sénégalais) et bengalis, est conduite dans cinq langues différentes (français, grec, bengali, anglais et wolof). Dans le même temps, étant donné la précarité des membres immigrés de l'assemblée, sachant qu'une arrestation ou un emprisonnement à long terme sont une éventualité inéluctable pour beaucoup dans l'assemblée, une part non négligeable de nos efforts va au soutien de prisonniers et aux points légaux, comme la préparation nécessaire des procès ou des rassemblements de solidarité au tribunal.

¹ Le premier texte publié par l'assemblée se trouve ici : <http://immigrants-asoe-fr.espivblogs.net/2012/10/29/text-des-immigrants/>

La répression des immigrés vendeurs de rue devenant une des pratiques racistes menée avec la plus grande deserveur par l'état, les habitants xénophobes et les flics eux-mêmes, cela a inévitablement conduit à ce que tous redoutaient... Le 1 février 2013, un biffin sénégalais, Babacar Ndiaye, après avoir été pourchassé par les flics, fini mort sur les rails du métro de la station de Thisseio à Athènes. Immédiatement après le meurtre et en coordination avec la communauté sénégalaise d'Athènes, deux larges assemblées rassemblant plusieurs centaines de personnes sont tenues et aboutissent à l'organisation d'une manifestation contre un meurtre raciste impuni de plus².

Un danger pour l'ordre public et la sécurité...

Pour revenir à aujourd'hui, ce qui décrit le mieux la situation dans le centre-ville d'Athènes est ce qu'un représentant de police a récemment été surpris en train de dire, pas au courant qu'il était enregistré : "Ce que nous devons faire et de rendre leurs (les immigrés) vies insupportable - dès qu'ils arrivent en Grèce, ils doivent apprendre que la seule façon pour eux de rester ici est en prison". Les contrôles de police sur les papiers des immigrés continuent quotidiennement, ainsi que les arrestations, et un nouveau panel de lois administratives racistes est mis en pratique tandis que la durée légale d'incarcération dans les centres de détention est maintenant passée à deux ans. Avec les élections municipales qui approchent à la fin avril et alors que les candidats tentent de prouver qui sera le plus efficace à restaurer l'ordre dans le centre d'Athènes, la police a intensifiée sa présence en-dehors d'ASOEE³.

Le 08 avril donc, la police a encerclé l'université une fois de plus. Des groupes de DELTA⁴ appuyés par les MAT⁵ ont pourchassé et frappé de nombreuses personnes sans aucune raison. Le résultat, 12 immigrés et 1 étudiant ont été arrêtés⁶. Leur procès a été reporté au 23 avril. L'étudiant a été remis en liberté, mais les 12 immigrés sont toujours en prison sur ordre de la police. Les flics utilisent des lois administratives racistes (décret présidentiel 113/2013, loi 3386/2005) et les considèrent comme un "danger pour l'ordre public et la sécurité". Les dispositions prévues dans la loi permettent aux flics d'arrêter tout immigré, même dans le cas où il a des papiers en règle, de l'accuser de ce qu'ils veulent (ce qu'ils savent très bien faire) et ensuite décider que cette arrestation constitue un "danger pour l'ordre public et la sécurité" et ainsi décider de sa détention et expulsion⁷.

Actuellement, à cause du panel de lois racistes sus-dit qui a été utilisé contre les immigrés d'ASOEE, 10 des 12 arrêtés sont toujours en détention, 6 d'entre-eux en centre de détention. Avec un procès prévu pour le 25 juin, nous faisons les nécessaires préparations légales afin de faire appel au tribunal administratif de leur détention. Sachant que cette dernière vague d'arrestations est critique pour l'existence même de l'assemblée, il est maintenant essentiel que nous intensifions nos efforts et à cette fin nous prévoyons d'organiser une semaine de solidarité les jours précédant le procès (du 18 au 25 juin). Tout type de soutien sera plus que bienvenu.

Initiative de l'Assemblée d'Immigrés et Solidaires d'ASOEE

<http://immigrants-asoe-fr.espivblogs.net/>

² L'affiche pour la manifestation : <http://immigrants-asoe-fr.espivblogs.net/2013/02/10/microfoniki-mardi-12-fevrier-a-17h00-manifestation-jeudi-14-fevrier-a-17h00-pour-les-assassinats-de-babacar-ndiaye-et-shahzad-lukman/>

³ Enfer grec : <http://immigrants-asoe-fr.espivblogs.net/2014/04/01/enfer-grec/>

⁴ Unité de voltigeurs, particulièrement dangereux et affectés uniquement au maintien de l'ordre public.

⁵ Equivalent des CRS.

⁶ L'affiche à propos des arrêtés : <http://immigrants-asoe-fr.espivblogs.net/2014/04/16/danger-pour-lordre-et-la-securite-publique/>

⁷ Plus précisément, les accusations qui permettent l'application de cette loi débute avec l'équivalent en Grèce de l'"outrage et rébellion".